



La Voix Anticapitaliste

Bulletin du Nouveau Parti Anticapitaliste du Loiret



Mel : npa.orleans@orange.fr

Site : npa45.org

Instagram : [@npa.orleans](https://www.instagram.com/npa.orleans) Facebook : [NPA Orléans 45](https://www.facebook.com/NPA.Orleans45)



Orléans, le 12/10/2025

Contre Macron et son monde : reprendre le chemin des luttes !

RÉUNION-DÉBAT DU NPA SAMEDI 25 OCTOBRE

16H, Salle des Chats-Ferrés, Orléans

Et hop, revoilà Lecornu, démissionnaire lundi, qui avait assuré qu'il ne serait pas Premier ministre d'un nouveau gouvernement... Macron en a donc décidé autrement, avouant ainsi que le pouvoir est acculé, qu'il s'enfonce toujours plus dans la crise.

Là où Lecornu 1 a échoué la semaine dernière, Lecornu 2 a désormais « carte blanche » pour former un gouvernement de « compromis » qui « donnera un budget à la France », autrement dit, imposer un budget d'austérité afin de continuer les subventions au capital et le tout militarisme.

Derrière les annonces d'une baisse ridicule du niveau des coupes budgétaires et de la mise en place d'une taxe indolore sur les grandes fortunes, l'essentiel reste : la casse des services publics et les subventions au capital.

Le RN lui se propose de gouverner avec la droite afin d'asseoir ses possibilités d'accéder au pouvoir et d'y mener ses politiques pro-business, de casse sociale et racistes.

Reprenons la grève et la rue toutes et tous ensemble !

Il est temps que la gauche sociale et politique s'unisse autour de revendications à même de répondre aux demandes de notre camp social : augmentation des salaires et des minima sociaux, interdiction des licenciements et la retraite à 60 ans. Plafonnement des loyers, justice fiscale, sociale et écologique. Liberté de circulation et d'installation pour les étranger·es, refus du militarisme et arrêt de la complicité avec le génocide en Palestine...

Pour imposer nos revendications, il faut reprendre le fil des mobilisations massives des 10 et 18 septembre et du 2 octobre. Sans attendre, préparons la suite, retrouvons-nous, discutons des stratégies pour gagner.

À nous d'approfondir la crise du pouvoir, par des manifestations de masse, des blocages et une grève durable et d'ampleur, jusqu'à faire tomber Macron.

Notre camp social doit être uni !

Pour gagner il faudra que notre camp social soit uni et déterminé. Les organisations politiques qui s'étaient inscrites dans le Nouveau Front populaire en juin 2024, pour faire barrage à l'extrême droite, ont une responsabilité importante dans ce contexte d'instabilité politique forte.

Au lieu de négocier dans le secret des salons de l'Élysée, elles doivent relayer les revendications du mouvement social, les transcrire dans ce qui pourrait être le programme d'un gouvernement de rupture à gauche : un gouvernement qui défende les intérêts des salariés, des exploité·es et des opprimé·es, de l'ensemble de la population.

Macron, Lecornu et les patrons sont prêts à tout pour continuer leur politique, donnons-nous les moyens d'imposer la nôtre !

La Bibliothèque de Lettres fermera plus tôt...

L'état général de l'université est pitoyable. Mais que dire alors de la BU de Lettres qui est trop souvent contrainte de fermer quand il pleut, à cause des fuites d'eau ? Des dizaines de seaux pour récupérer l'eau qui tombe du plafond, des tables condamnées, des étagères entières mises sous bâches pour éviter d'endommager les livres, le plafond qui s'effrite...

Pour en rajouter, la direction a décidé de fermer la BU tous les jours à 17h au lieu de 20h, pendant tout le semestre, et par manque de personnel.

En effet, des personnels de la bibliothèque de lettres ont été déplacés à la bibliothèque de Droit pour compenser le manque de personnel, là aussi non remplacé, et maintenir l'ouverture jusqu'à 20 heures.

Sans rentrer dans le corporatisme de filière, on ne peut que constater que les étudiantEs de lettres comptent beaucoup moins pour la Présidence. Toutes les organisations, les collectifs, les syndicats de la fac doivent s'unir pour mobiliser les étudiantEs et les personnels pour de meilleures conditions d'études et de travail !.

Trump et Netanyahu préparent un nouveau dispositif colonial pour Gaza.

Trump a repris des accents de décideur mondial. Il dit avoir imposé son « plan de paix » à Netanyahu. Ce plan avait été présenté aux dirigeants du arabes de la région, mais sans qu'aucunE représentantE palestinienNE n'ait pris part à ces discussions.

L'après-guerre prévoit un mécanisme de gouvernance à Gaza sans le Hamas, une force de sécurité composée de soldats issus de pays arabes et musulmans, le financement par les pays arabes et musulmans de la nouvelle administration à Gaza et de la reconstruction. Bref, il s'agit d'un nouveau plan de gestion coloniale, mais sous d'autres uniformes.

Certains aspects du plan Trump sont proprement scandaleux, la force d'interposition, une administration aux ordres de pays tiers.

Le retrait de l'armée israélienne de Gaza et l'arrêt permanent des bombardements seraient évidemment salutaires, compte tenu des souffrances des GazaouiEs victimes de génocide. Mais ce ne serait que le retour au statu quo colonial d'avant. Cela ne signifierait pas la libération du peuple palestinien.

De même, prendre ces « engagements » pour argent comptant relèverait d'une naïveté criminelle. Les USA et Israël sont les pays les plus célèbres dans l'histoire pour leur non-respect des accords de paix.

Nous devons dénoncer ce pseudo-plan de paix et réclamer un véritable cessez-le-feu, la reprise

immédiate et inconditionnelle de l'aide humanitaire, et le retrait des forces sionistes de Gaza.

Nous demandons la libération immédiate des otages palestinienNEs et la protection des navires humanitaires. Nous condamnons les actes de piraterie commis en haute mer par la marine sioniste et la torture subie par les équipages des - différentes flottilles.

Nous exigeons la reprise des évacuations et la liberté de mouvement pour les habitantEs de Gaza qui souhaitent partir, ainsi que le droit au retour pour toutes les réfugiéEs.

Nous demandons des sanctions immédiates contre les responsables du génocide et leurs complices, ainsi que la suspension de l'État sioniste des instances sportives et internationales.

Brandt placé en redressement judiciaire

En janvier, c'est avec faste que le groupe Brandt a choisi de célébrer les 100 ans de la marque dans le Loiret. 9 mois plus tard, l'entreprise est placée en redressement judiciaire.

L'emploi des 350 salariéEs de l'usine de Saint-Jean-de-la-Ruelle, qui fabriquent des fours et tables à induction, sont en danger.

Dans le dos de tout le monde, Brandt reconnaît avoir recherché des partenaires pour répondre aux besoins de financements et aux échéances bancaires, car il n'y a plus d'argent dans les caisses.

La direction se veut rassurante et affirme que ce redressement judiciaire n'a pas de conséquences sur l'activité du groupe ou les salariéEs. Néanmoins, elle reconnaît que des emplois pourraient être menacés.

Brandt n'en est pas à son premier redressement judiciaire. Les salariéEs avaient bataillé des mois durant pour sauver leurs emplois. C'est encore par la mobilisation que les salariés vont bloquer les licenciements, voire la fermeture des usines !

